

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2011
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2012
(LIMOUSIN)
NOR : ASET1250084M
IDCC : 1702

Entre :
La FRTP Limousin,
D'une part, et
La CFDT ;
La CFE-CGC ;
La CFTC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des dispositions du titre VIII, chapitre VIII.1 de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour les entreprises de travaux publics de la région Limousin, à :

Indemnité de repas : 11,54 €.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

(En euros.)

ZONE	TRANSPORT	TRAJET
1 A (0 à 5 km)	0,70	1,39
1 B (5 à 10 km)	1,55	1,69

ZONE	TRANSPORT	TRAJET
2 (10 à 20 km)	4,70	2,99
3 (20 à 30 km)	7,88	4,34
4 (30 à 40 km)	10,97	5,58
5 (40 à 50 km)	14,11	6,77

N.B. – La zone 6 des indemnités de transport et de trajet est fixée pour 2012 par décision unilatérale.

Article 2

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Limoges.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Article 4

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L.132-9 du code du travail.

Fait à Limoges, le 5 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)